

BIENNE

la grève des pianos

Avant les vacances d'été, 43 travailleurs de la petite entreprise de pianos Burger et Jacobi à Bienne ont fait une grève qui a duré plus de cinq semaines. Cette lutte est exemplaire par bien des aspects et intervient au moment même où la FTMH signe une convention collective qui est ressentie par beaucoup de travailleurs — surtout en Suisse romande — comme une véritable provocation. Les travailleurs de cette fabrique se sont battus pour l'application de la convention collective de leur secteur, la menuiserie, soit le paiement du 13ème mois. Mais l'enjeu de la lutte semble avoir largement dépassé cet objectif.

Cette grève a soulevé des questions importantes, telles que celle des conditions de lutte dans les petites entreprises — si nombreuses en Suisse —, celle des rapports avec le syndicat et avec des militants extérieurs à la fabrique, celle du fonctionnement démocratique d'une lutte, celle aussi du rôle des femmes.

L'article qu'on va lire, rédigé par un membre du comité de soutien à la grève (composé de Lutte Proletaire, de la Ligue Marxiste Révolutionnaire, du Poch, du Regroupement des travailleurs de la Métallurgie et de l'Horlogerie et du Comité Lutte Ouvrière), tente d'expliquer le contexte de la lutte et d'en dégager quelques enseignements.

● La petite entreprise

En Suisse, plus de la moitié des ouvriers industriels travaillent dans de petites entreprises de moins de 100 travailleurs. L'exploitation des travailleurs y est aussi dure que dans les grandes entreprises, voire plus, mais les conditions de lutte y sont souvent plus difficiles: dans beaucoup de ces entreprises, les travailleurs sont âgés, travaillent souvent dans la maison depuis sa fondation; personne ne maîtrise leur travail comme eux. Souvent le patron entretient avec eux des relations de camaraderie ou alors il se comporte en patriarce tyrannique. Ces deux types de relations favorisent la recherche par les travailleurs de solutions individuelles, rendent difficile l'organisation de luttes communes.

La fabrique de pianos Burger et Jacobi est le type même de l'entreprise familiale. Bien qu'elle n'occupe que 60 personnes (y compris le personnel administratif), elle est la plus importante fabrique de pianos de Suisse. Signe de tradition, l'entreprise se situe à la Place du Piano à Bienne.

Les locaux de la fabrique sont vieux, avec de mauvaises conditions de lumière et d'aération. Le dernier des espaces est utilisé pour la production. Ainsi il manque un lieu de détente où l'on ait la possibilité de s'asseoir: les travailleurs boivent leur café dans un corridor étroit sans possibilité de se détendre un moment.

Mais si l'aspect extérieur de la fabrique ne s'est pas modifié depuis des dizaines d'années,

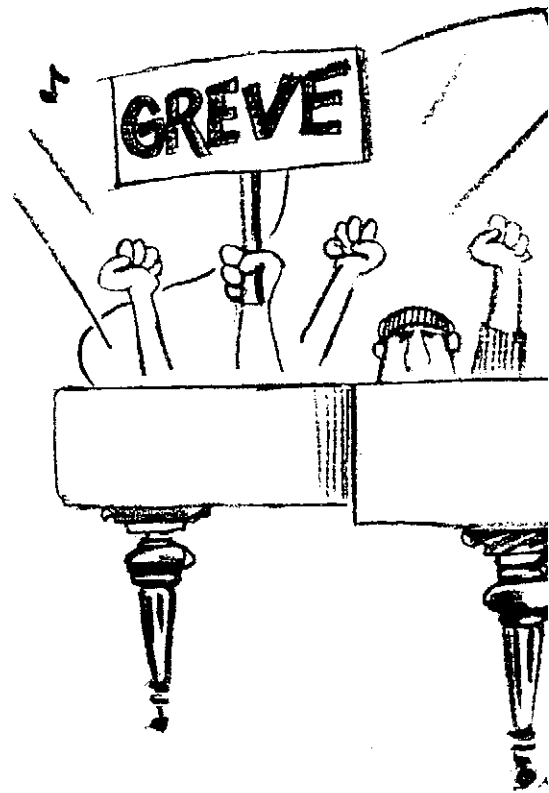
il serait erroné de penser qu'on y produit encore comme au début du siècle, et comme c'était encore le cas en 1970: à cette date, Burger et Jacobi n'occupait que 21 salariés qui, à très peu d'exceptions près, étaient tous des Suisses, des hommes de métier qualifiés selon la vieille tradition et qui savaient construire un piano de A à Z. Quelques-uns y avaient passé toute leur vie. On y construisait 300 pianos par an. La direction avait un comportement raciste envers les quelques travailleurs étrangers de l'époque, ne manquant pas une occasion de leur rappeler qu'ils n'avaient aucun droit. Ça n'a pas changé depuis...

La restructuration de Burger et Jacobi

En 1971 commence la restructuration de l'entreprise. La direction invoque comme raison la nécessité pour l'entreprise d'être compétitive sur les marchés intérieur et extérieur. Le but de cette restructuration était de réduire les coûts de production dans le cadre d'une augmentation de la production, donc de transformer la production manufacturière relativement chère en production de montage de parties préfabriquées, et de remplacer progressivement les artisans chers par des travailleurs non qualifiés bon marché.

Depuis lors, le nombre d'ouvriers a triplé et la production a quadruplé: aujourd'hui, on produit 1300 pianos par an.

Le rapport entre Suisses et travailleurs étrangers est actuellement d'environ 1 pour



A TROP VOULU
SUR LE D
LE PATRON FINIT PAR

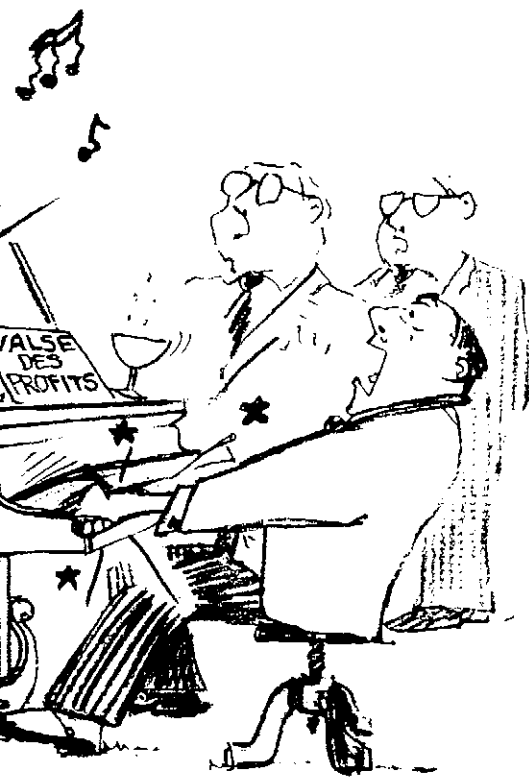
2. Les nouveaux sont presque tous Italiens. Une petite partie d'entre eux sont des menuisiers qualifiés, tandis que la majorité s'est spécialisée dans l'entreprise même. La restructuration a été effectuée de manière assez brutale et a provoqué, il y a deux ans, la première mobilisation des travailleurs.

A cette époque en effet, un ancien ouvrier, qui travaillait depuis longtemps à la fabrique, refusa d'être déplacé sur une nouvelle machine qu'il ne connaissait pas. Le jour même, la direction le licenciait. Ses collègues se rassemblèrent dans un atelier et après une grève assise de 90 minutes, malgré toutes les tentatives d'intimidation de la direction, ils obtinrent la réintégration de leur camarade et le paiement des heures de grève.

Des changements à la tête de l'entreprise précéderent sa restructuration. Les rênes se trouvent aujourd'hui dans les mains de la famille Jacobi. Rudolf Jacobi est un entrepreneur hautain et arrogant, un froid calculateur. Entre lui et les travailleurs il y a un monde.

Hans Burger semble avoir été un peu évincé de la direction. "Celui-là n'a plus rien à dire", remarquent les ouvriers. Mais ils le trouvent bien plus sympathique: "il connaît le métier et travaille lui-même dans l'entreprise". Les ouvriers les plus âgés le tutoient.

Jacobi a placé à la tête des ouvriers deux arrivistes que ceux-ci ne peuvent pas sentir: le directeur Krüttli, un jeune manager lisse comme un poisson et qui, lors de la grève,



LE JOUER DU PIANO DES OUVRIERS E PINCER LES DOIGTS

se promena toute la journée avec ses lunettes de soleil et son sourire méprisant à quelque distance des travailleurs en grève pour les espionner, et le chef de production Schulte. Ces deux messieurs ont chassé de la conscience ouvrière les dernières illusions sur l'intérêt commun et l'esprit de team dans la maison.

La politique commerciale de la firme devint également plus agressive: de manière provisoire, on baissa les prix des instruments terminés dans le commerce intermédiaire et sur le marché. En 1972, Jacobi racheta la petite entreprise Sabel, à Rorschach, qui lui faisait concurrence.

Le conflit se dessine

Dans la même année, le contrat collectif entre l'Association suisse des patrons menuisiers — à laquelle Burger et Jacobi est rattaché — et la FOBB (Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment) était renouvelé. L'introduction du 13e mois y était assurée par contrat: un tiers fin 1973, deux tiers fin 1974 et, à partir de 1975, le 13e mois complet.

Au cours de l'année 1973, les travailleurs de Jacobi apprennent par la direction qu'elle n'a pas l'intention d'introduire le 13e mois, ce qui provoque une mobilisation agitée dans l'entreprise, dont les travailleurs s'adressent rapidement à la FOBB. Celle-ci commence alors une phase interminable de négociations à tous les niveaux. Les travailleurs comptèrent 27 réunions! D'abord avec la direction, qui reste dure. Elle se réfère aux "salaires extraordinairement élevés" dans lesquels serait

compris le 13e mois. D'autre part, dans un nouveau règlement de l'entreprise de décembre 1972, signé par le président de la commission d'entreprise, il est statué que le contrat collectif du métier des menuisiers ne s'appliquerait pas à la fabrique de pianos. En ce qui concerne l'accord de la commission d'entreprise, la position des travailleurs est claire: "On ne nous a jamais demandé notre opinion sur ce règlement. Nous avons en effet élu une fois cette commission. Nous pensions alors avoir élu les meilleurs collègues. En peu de temps la direction réussit à les acheter. Depuis ils la servent et ne nous représentent plus du tout. Si le président a signé ce règlement, cela n'engage que lui".

Le président fut d'ailleurs le seul membre de la commission d'entreprise qui ne devint pas briseur de grève. Ceci montre bien quel est le rôle de presque toutes les commissions d'entreprise qui ne peuvent se fonder sur une base mobilisée et active. Même de bons ouvriers s'y trouvent vite entre deux chaises: ne recevant plus de directives de leurs collègues, et n'étant plus contrôlés, ils négocient à leur guise.

A Noël 1973, les négociations n'avaient toujours pas avancé. La direction paye de manière ostentatoire une gratification, fixée arbitrairement entre 100 et 300 francs. Ainsi, la menace de la direction devient fait accompli. Le mouvement s'étend alors définitivement à tous les travailleurs qui étaient prêts à agir.

Mais la FOBB ne se sentait pas encore sûre. Ainsi, la mobilisation de l'ensemble de l'entreprise se traduisait-elle encore seulement par le fait que les travailleurs suivaient les négociations de manière beaucoup plus active. Dans ces circonstances, il se crée dans l'entreprise un esprit de camaraderie très vivant. Les derniers indécis adhèrent au syndicat, ce qui fait qu'au début de la grève la quasi totalité des travailleurs sont organisés dans la FOBB.

A Zurich, la commission paritaire centrale décide que Jacobi devait respecter le contrat collectif et qu'il devait payer le 13e mois, ceci dans l'intérêt de la paix du travail. Cette dernière raison sera d'ailleurs la clé qui expliquera pourquoi les représentants patronaux dans cette commission discréditeront leur collègue Jacobi de manière unanime. Ils savaient que la FOBB ne pouvait perdre la face dans cette affaire et soutiendrait une grève des travailleurs. La commission ne communiqua sa décision qu'un mois et demi après qu'on ait fait appel à elle, laps de temps qui normalement suffirait pour démobiliser un mouvement de lutte!

Jacobi têtu et borné n'accepta pas cette décision. Les ouvriers lancèrent alors la menace d'une grève, qu'ils auraient bien voulu lancer tout de suite, mais la FOBB n'était toujours pas prête. Jacobi semblait d'accord de se plier à l'arbitrage d'une instance de conciliation régionale. Naïvement, la FOBB accepta ces conditions.

La décision de l'instance arbitrale fut favorable aux travailleurs et Jacobi persista à l'ignorer.

La patience des travailleurs n'avait alors que trop duré. Pour la deuxième fois ils

menacèrent de faire grève. La FOBB devait donner son accord, mais déjà elle avait arrangé un nouveau round de négociations. Lorsque celui-ci se fut de nouveau soldé par un échec les 41 ouvriers de la fabrique de pianos décidèrent la grève pour le jour suivant. Quand ce matin-là ils se réunirent devant la fabrique, les fonctionnaires syndicaux leur communiquèrent que Jacobi était parti en voyage avec des actionnaires et qu'il fallait lui donner une dernière chance... Les ouvriers se laissèrent convaincre. Une grande erreur, s'accordèrent-ils à dire plus tard. Bien sûr, Jacobi rentra avec un refus, alors...

Lundi 10 juin à 7 heures les chefs font des gueules longues comme ça: devant l'usine se trouvent 43 ouvriers refusant de gagner leurs places de travail.

La ligne de la FOBB pendant la grève et le point de vue des ouvriers

La première réaction des ouvriers à la grève fut une sorte de libération: enfin! L'atmosphère était confiante, détendue et souvent gaie. Enfin on savait où on en était. Les limites étaient tracées. D'un côté le groupe fort des travailleurs appuyés par leur syndicat, de l'autre l'ennemi: Jacobi, Krüttli, Schulte et un petit nombre de jaunes lèche-bottes.

Pour s'assurer la direction de la grève, les fonctionnaires de la FOBB défendirent le schéma suivant tout au long de la lutte: Pour eux, cette lutte se limitait à une affaire purement interne à l'entreprise, entre 43 ouvriers et un patron, il fallait la régler à ce niveau-là; le grand problème se résumait à être pour ou contre la grève; celui-ci résolu, il n'y avait plus de questions. Les discussions entre les ouvriers, toute critique de la direction de la grève étaient pour eux nuisibles, on pouvait le constater lors des assemblées des grévistes: "Vous mettez en jeu votre unité!" Discussion, démocratie, unité n'avaient pour eux d'autre signification que formelle. Pas pour les travailleurs à qui se posèrent rapidement une foule de questions qui apparurent d'abord timidement, puis de manière toujours plus acharnée.

D'abord les travailleurs reconnurent qu'ils ne se trouvaient pas en face d'un seul ennemi isolé; Burger et Jacobi bénéficiait du soutien massif de la presse locale, de l'association des patrons menuisiers, de la police... Le besoin des grévistes de conquérir la sympathie de la population devint alors toujours plus évident. Quand ils prirent les premières initiatives et qu'ils les proposèrent à la discussion de l'assemblée, ils remarquèrent vite les réticences de la FOBB. Celle-ci voulait mener la grève comme elle avait mené les négociations: sur la défensive la plus totale.

Le comité de soutien gagne la confiance des grévistes

Dès la première journée de grève il se créa une unité entre différentes organisations politiques et groupes de base qui s'avéraient être un instrument utile pour les grévistes.

Ceci ne doit pas cacher les controverses parfois violentes entre les différentes

composantes du comité. Les uns voulaient que celui-ci soit le prolongement de la direction syndicale de la grève. Ils cherchaient dans cette grève l'exemple de ce qu'ils désignaient comme *syndicat combatif*. Dans le comité de soutien ils ne se gênèrent pas pour sermonner les délégués des grévistes si ceux-ci n'étaient pas totalement d'accord avec la direction de la grève. Ils s'isolaient ainsi eux-mêmes des grévistes. Une autre opinion exprimée dans le comité prétendait qu'il était nécessaire de ne pas se limiter à la popularisation de la lutte, mais qu'il fallait critiquer et influencer la direction de la grève; ceci aurait transformé le comité de grève en une sorte d'organe en compétition avec la direction syndicale des grévistes, et en un club de discussion dialoguant en même temps avec les fonctionnaires syndicaux, de l'extérieur, et par-dessus la tête des grévistes. Ceci aurait favorisé l'isolement du comité de soutien et des grévistes l'appuyant, et aurait permis à la direction de la grève de contrôler une fraction majoritaire et de la jouer contre une minorité.

La ligne qui s'imposa heureusement dans le comité était marquée par le point de vue unitaire des grévistes. Le comité de soutien ne prit aucune initiative sans qu'elle soit discutée et approuvée par les grévistes. On renonça totalement à toute immixtion dans la direction de la grève. De cette manière, le comité de soutien et les initiatives des grévistes furent renforcés : rapidement, il se développa une campagne de popularisation difficilement imaginable en Suisse jusqu'alors.

Les contradictions de la direction de la grève

Le travail du comité de soutien a d'une part renforcé l'unité des grévistes, d'autre part fait éclater certaines contradictions de la FOBB dans sa manière de diriger la grève.

En premier lieu, le travail du comité a permis à quelques activistes sincères de la FOBB de soutenir des initiatives des grévistes même lorsqu'ils étaient en contradiction avec la tactique de la direction de la grève. Par exemple, lorsque, au bout de la première semaine de grève, on se trouva devant des négociations, Tollot, secrétaire de la FOBB de Bienne, prit position contre la participation des grévistes à la manifestation de solidarité du week-end, car elle "dérangerait les négociations". D'autres membres

de la FOBB en revanche poussaient les ouvriers à y participer et s'y rendaient eux-mêmes.

Tollot tenta à plusieurs reprises d'exclure les membres du comité de soutien des assemblées des grévistes et de les isoler comme "extrémistes". Quant un reporter du *Bieler Tagblatt* s'infiltra dans l'assemblée et fit paraître un article polémique contre les grévistes, Tollot tenta d'en rendre le comité de soutien responsable (il est vrai que le comité avait commis une erreur : de nouveaux visages apparaissaient toujours dans les assemblées; ce qui fut modifié, et les relations avec l'assemblée des grévistes furent institutionnalisées par l'élection de deux délégués observateurs). Avec ses tentatives d'exclusion, Tollot allait à fin contraire de ce qu'il cherchait : les grévistes défendirent le comité de soutien et approuvèrent définitivement sa présence dans les assemblées.

La position attentiste de Tollot était de plus en plus isolée. Au milieu de la première semaine de grève déjà, il fit publier par le *Bund* de Berne une prise de position soulignant la volonté de compromis de la FOBB et donnant des indications concrètes concernant les modalités de ce compromis : par cette démarche, le secrétaire local de la FOBB avait considérablement affaibli sa position. D'ailleurs, le compromis sur lequel la grève se terminera quatre semaines plus tard ressemblait de manière étonnante à l'offre de Tollot exprimée dans cet article.

Mais celui-ci avait espéré que Jacobi accepterait ses propositions lors des négociations après la première semaine de grève déjà, mettant ainsi rapidement terme à celle-ci. Il s'était trompé, et les négociations, qui se déroulaient dans une salle minuscule, furent un échec. Les travailleurs du comité de grève et les délégués de la FOBB suivaient les débats debout pendant des heures. Après leur rapport, l'assemblée des grévistes décida que dorénavant, si la direction voulait négocier, c'est elle qui viendrait les voir. La FOBB ne se tint pas à cette décision : elle continua à négocier à partir du siège central à Zurich, pratiquement en dehors du contrôle des grévistes.

Tollot tenta encore d'en finir avec la grève par la petite porte : les grévistes furent encouragés plusieurs fois à chercher du travail ailleurs "s'ils étaient fatigués de la lutte", on leur disait qu'il y aurait suffisamment de postes de travail dans la région, dans des entreprises de la branche qui respectaient

le contrat collectif. Cette proposition fut refusée par l'assemblée, après une discussion très animée : après une victoire, chacun pourrait changer d'emploi, mais qui partait maintenant était un traître. Tollot avait dépassé les bornes, même pour ses supérieurs : le 18 juin, Ezio Canonica rend visite à l'assemblée des grévistes. En sa qualité de président central de la FOBB, il critique Tollot en public et affirme que la FOBB ne peut se permettre une défaite dans cette grève. Cela serait en effet un précédent dangereux qui pourrait en fin de compte remettre en cause la paix du travail et la politique contractuelle des syndicats dans l'ensemble du pays.

Peu après, Tollot partait en vacances... Soulagés par son départ, les grévistes ne se rendirent pas tout de suite compte que la direction de la grève s'était de fait déplacée de Bienne à Zurich et qu'elle devenait toujours plus difficilement contrôlable.

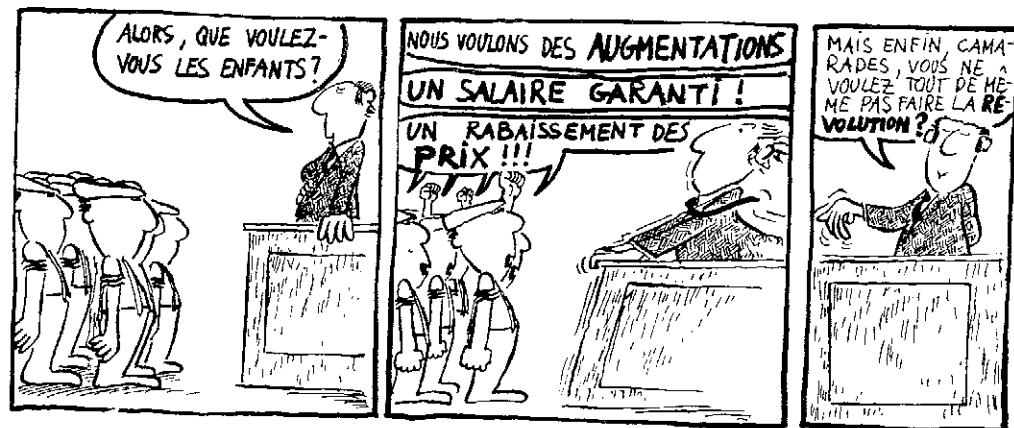
Dès ce jour, les assemblées des grévistes perdirent quelque peu de leur signification pour la lutte des travailleurs. Elles prirent toujours plus un caractère d'assemblées d'information et furent de moins en moins le lieu où l'unité des travailleurs se forgeait quotidiennement dans la controverse des idées et des initiatives. Elles devenaient de plus en plus rares : on les laissa tomber souvent pendant plusieurs jours. Ce déplacement progressif de la direction de la grève en dehors de l'assemblée des travailleurs pose tout le problème de la démocratie ouvrière.

Les campagnes de popularisation

Dès les premiers jours, les travailleurs ont porté leur lutte dans la rue. Dans toute leur inexpérience, les cortèges avaient un aspect impressionnant. On ne pouvait se tromper : ces ouvriers qui manifestaient en ville étaient dans la rue pour la première fois de leur vie. Devant, les plus courageux, avec deux vieux drapeaux retrouvés dans un grenier de la FOBB, brodés d'inscriptions en or : *Proletaires de tous les pays, unissez-vous !* Et derrière, les ouvriers portant les affiches qu'ils avaient peintes eux-mêmes. Pas de slogans criés en chœur.

Ils passaient ainsi d'entreprise en entreprise, de quartier en quartier, chaque jour dans une nouvelle direction. A peine osaient-ils interpeller les passants pour connaître leur opinion. Et pourtant, de plus en plus de fenêtres d'usines s'ouvraient au passage des grévistes, qui reprenaient alors confiance en eux et commençaient à parler avec les gens, à distribuer des tracts le long de leur parcours, dans les magasins et les bistros. Mais les travailleurs les plus âgés continuaient à être un peu gênés : "Quand j'étais jeune, ça ne faisait rien. A ce moment, on était tous dans la merde. Mais aujourd'hui, je connais la moitié de la ville, et je vois les collègues d'antan, qui sont tous devenus "quelqu'un" et qui nous regardent par la fenêtre de leur bureau, et le soir, ma femme me raconte un tel lui a de nouveau dit : "Ah, je ne savais pas que ton luns est un de ceux-là..." ; j'ai un peu honte".

Au cours de la deuxième partie de la grève,





Les travailleurs défilent devant les usines pour populariser leur luttes.

les délégations de grévistes partant pour assister à des meetings de solidarité dans d'autres villes étaient de plus en plus fréquentes. Et le 6 juin, ce fut la mobilisation pour la manifestation de solidarité organisée par le comité de soutien, qui fut un grand succès. Avec leurs propres calicots, les grévistes marchèrent en tête d'un cortège de plus de 1000 personnes à travers Bienne. Les travailleurs de Lip apportèrent la solidarité de leur entreprise.

Burger et Jacobi menace les ouvriers de licenciement

La deuxième semaine de la grève, Jacobi perdit la tête. Il posa un ultimatum menaçant à chacun des travailleurs : celui qui ne se trouverait pas à 7 heures précises dans deux jours à sa place de travail serait licencié sans délai. Par cette démarche, il obtint le renforcement de l'unité et de la combativité des grévistes et le ralliement définitif de ceux qui avaient été de temps à autre hésitants : "Avec un pistolet dans le dos, aucun de nous n'ira travailler". L'illusion de régler le différend en quelques jours avait disparu et les travailleurs commençaient à planifier leur lutte à plus long terme.

La grève reste "une affaire d'hommes"

Pour bien des ouvriers, les pressions de leur environnement le plus proche étaient souvent plus difficiles à supporter que celles du patron. Surtout chez ceux dont les femmes étaient enfermées entre les quatre murs de leur appartement, il y eut des conflits qui se précisèrent quand l'argent commença à manquer chez la plupart. "Ma femme ne me parle plus, mais parfois c'est mieux. J'en vais marre, je voulais qu'on me foute la paix, je lui ai dit de se taire, qu'elle n'y comprenait rien". Ainsi beaucoup de travailleurs, italiens et suisses, considéraient leur lutte comme une affaire d'hommes et ne s'efforçaient même pas d'expliquer chez eux quels espoirs ils attachaient à leur lutte

et ce qui se passait chaque jour : alors qu'ils avaient commencé à penser et à agir collectivement, beaucoup de femmes furent exclues et pour elles, chaque jour était aussi gris et sans joie que les précédents, marqué en plus par la peur des problèmes financiers. Après chaque week-end, on remarquait que beaucoup de grévistes étaient tendus et que la lutte manquait d'enthousiasme. Le comité de soutien essaya alors de réunir les familles des grévistes et des gens extérieurs à la grève pour une fête. Ce ne fut une réussite que très partielle et, malheureusement, plus aucune initiative de ce type ne fut prise.

Il y avait aussi quelques femmes parmi les grévistes, mais à l'exception d'une seule, elles ne purent y participer activement, leur mari les gardant à la maison : "Ce que ma femme pense de la grève ? Elle pense ce que je lui dis...".

Le soutien financier aux grévistes

Les grévistes étaient soutenus financièrement par la FOBB. Malgré cela, ils avaient de sérieuses difficultés. Ceux qui auraient tout juste passé le cap de la fin du mois en temps normal ou qui étaient obligés de faire régulièrement des heures supplémentaires se trouvaient maintenant dans une situation pénible. Ainsi, le problème du soutien aux grévistes fut-il toujours un des plus brûlants pour le comité de grève : pendant les premiers jours déjà, on décida d'en finir avec les différences de salaire capitalistes : chacun devait recevoir la même chose, plus une faible allocation par enfant. Sous la pression des travailleurs, le soutien syndical augmenta au cours de la lutte pour atteindre une moyenne de 60, et finalement même de 80 pour cent du salaire.

A cela s'ajoutaient chaque semaine 50, puis à la fin 100 francs de contribution de solidarité par travailleur, ceci dès que le mou-

vement de soutien dans toute la Suisse se fut mis en marche. Cette caisse de grève, gérée par les travailleurs eux-mêmes, était nourrie par des contributions de différentes sections syndicales, et d'autre part par le mouvement de soutien extra-syndical. La facilité avec laquelle les fonds se récoltaient dans et devant les entreprises n'était certainement pas due qu'à une vague sympathie, mais au fait que de plus en plus de travailleurs se sentaient concernés par la nécessité de la lutte : "Peut-être en aurons-nous besoin nous-mêmes demain". Les fonctionnaires de la FOBB qui faisaient partie de la direction de la grève n'arrêtaient pas d'insister sur le fait que cette grève se faisait dans l'intérêt de la paix du travail ; mais dans la tête de beaucoup de travailleurs la lutte des ouvriers à Bienne recouvrait la signification contraire : elle était un exemple pour tous qu'il est justifié de lutter pour des revendications et constituait le début de la fin de la paix du travail.

Les fonctionnaires syndicaux en action

Entretiens, Jacobi avait licencié tous les grévistes. La lutte se mena donc aussi contre ces licenciements. Le directeur Krüttli avait essayé plusieurs fois de corrompre des grévistes, un par un : ils recevraient des gratifications élevées s'ils brisaient la grève. Il abandonna rapidement. Avec son sourire idiot, il était tous les jours devant la boîte quand les grévistes s'y rassemblaient pour s'opposer aux briseurs de grève.

Pendant la cinquième semaine de la grève, Canonica et le secrétaire central Zuberhühler arrivèrent à Bienne. Ils avaient demandé un rendez-vous avec Jacobi, soi-disant pour discuter la question du paiement de l'argent dû pour les vacances. En même temps, les travailleurs apprirent que l'assemblée des grévistes était remplacée par une conférence



Une chose qu'il fait bon revoir. Le secrétaire FOBB timbre les cartes des grévistes qui seront payés à 60% (les cartes ont été imprimées en 1944).

de presse. C'est ainsi que les journalistes apprenaient, avant les grévistes italiens ne comprenant pas l'allemand, que le jour suivant, le 10 juin, auraient lieu des négociations entre Burger et Jacobi, l'association des patrons menuisiers et la FOBB. La direction de la grève s'était rendue si indépendante des grévistes qu'il ne restait à ceux-ci qu'à désigner les représentants qui devraient participer aux délibérations à Zurich. S'ils voulaient ou non négocier à ce moment-là n'était même pas en question ! La direction de la grève ne le leur avait pas demandé...

Le compromis

Trois jours après commencèrent les vacances horlogères à Bienne, vidant la vil-

lages rattraper les heures de travail perdues sous forme d'heures supplémentaires payées comme heures normales.

Diviser pour régner

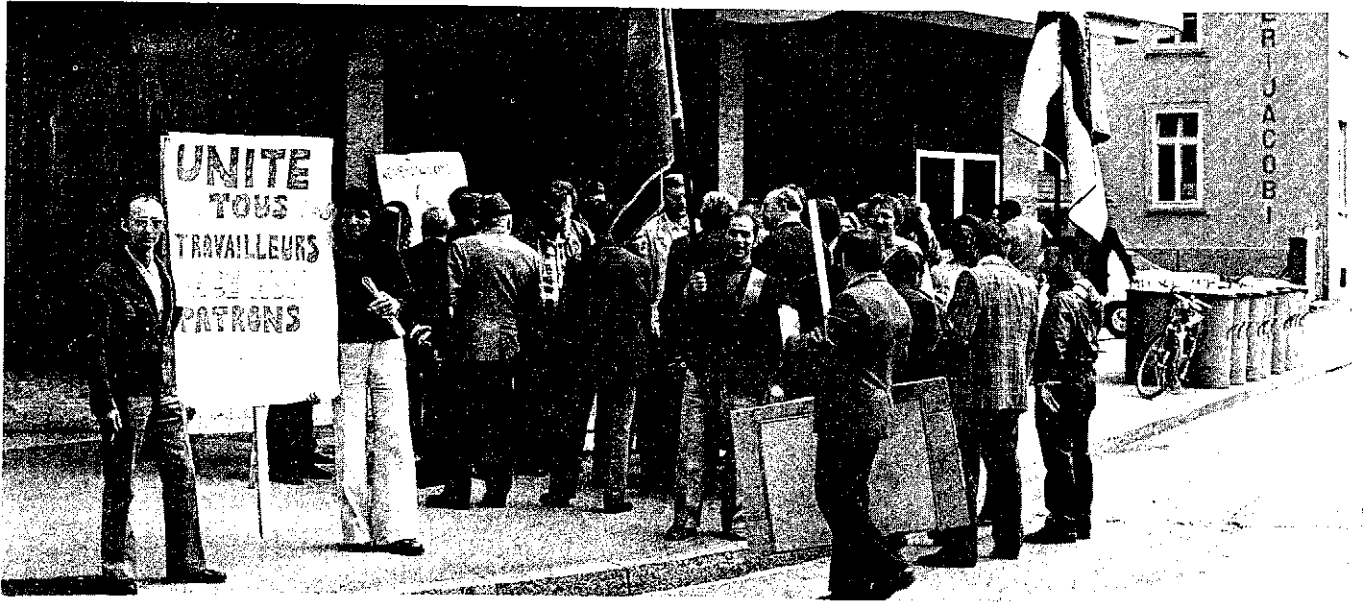
Jeudi, la direction de la grève, par l'intermédiaire de Zuberbühler, tente de convaincre les travailleurs qu'on ne peut obtenir mieux : "Il n'y a pas que des raisins dans le gâteau". Il convainc une partie des travailleurs et les autres se rendent compte qu'il ne sera plus possible de refondre l'unité nécessaire pour la poursuite de la lutte.

La démocratie des fonctionnaires syndicaux est formelle : Zuberbühler semble terriblement pressé d'en terminer avec la discussion par un vote. L'atmosphère dans

qu'on leur reproche, c'est ça: ils avaient peur que nous n'acceptions pas. Pour le passer à tout prix, ils ont froidement sacrifié notre plus grande victoire : notre unité.

Pourtant cette unité est maintenant fondamentale : que l'accord soit un bout de papier sans valeur ou non dépendra de la combativité des travailleurs par la suite, la valeur du contrat d'entreprise qui reste à négocier dépendra de ce qu'ils sauront imposer.

Finiissons par les paroles d'un vieil ouvrier : "Une chose est sûre: plus rien ne sera comme avant. Ces dernières semaines nous avons appris à nous connaître. Maintenant nous sommes des amis, plus seulement des collègues. Les jaunes sont isolés et l'autorité des chefs n'existe plus". ●



Deux fois par jour, les travailleurs se retrouvent devant l'usine à l'heure du pointage.

le pour trois semaines. Dans toute lutte, les vacances sont un moment d'insécurité et d'individualisation, où le rapport de forces se déplace facilement à l'avantage du patron et où l'unité des travailleurs peut s'effriter. Les grévistes et la FOBB le savaient, Jacobi certainement aussi. Les travailleurs avaient organisé des piquets de grève pour continuer la lutte après. Mais comment le syndicat en était-il venu à négocier à ce moment défavorable ? Quelques travailleurs ne présageaient rien de bon de tout cela.

Après d'interminables heures de négociation, en dernière minute, Jacobi cède. Un accord pour la fin de la grève est établi, dont les principaux points sont : Burger et Jacobi annulent tous les licenciements; la FOBB termine la grève et garantit que tous les travailleurs reprennent le travail après les vacances. La firme promet l'introduction du 13e mois en trois étapes, mais différée d'un an par rapport au contrat collectif de la branche. La firme a quitté l'association des patrons menuisiers et n'est donc pas tenue de respecter le contrat collectif; mais elle s'engage à conclure avec la FOBB un contrat d'entreprise qui ne soit pas au désavantage des travailleurs. Les travailleurs peuvent, en accord avec une commission d'entreprise - à élire - ,

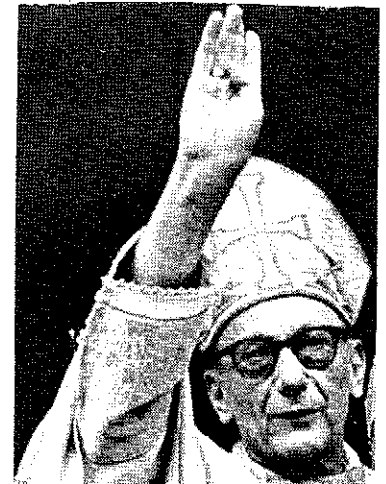
la salle s'échauffe : " Il n'y a rien à voter ici, ou bien nous nous mettons d'accord pour poursuivre, ou nous arrêtons à l'unanimité. Mais nous ne nous laissons pas diviser en une majorité et une minorité ". " Discutons jusqu'à ce que nous soyons d'accord. Jacobi a eu cinq semaines pour réfléchir, alors pour quoi devrions-nous nous décider en cinq minutes ? ".

Mais le chantage au vote ne tarde pas. " Qui veut accepter cet accord lève la main ". Environ vingt travailleurs sont pour. " Qui est contre ? " Personne ne lève la main, mais une vague de colère traverse la salle qui s'insurge contre cette pratique de manipulation.

Tout le monde sent qu'il n'y a rien à sauver pour l'instant. L'atmosphère est trop empoisonnée et personne n'est satisfait. Mais Zuberbühler quitte le champ de bataille avec un air bien content.

Une seule garantie devant les prochaines échéances : l'unité des travailleurs

Du point de vue des travailleurs, la lutte même avec cette victoire limitée valait la peine. " Si la FOBB nous avait soumis cet accord, on aurait pu en discuter. Mais ce



Daniélou nous dit : " C'est juré, j'allais chez elle pour lui proposer un abonnement ! " *

* Abonnement à Tout va bien 27 francs pour toute une année, au CCP 12-14438.